

# Document

Enquête primée par Project Censored

## **ILEA : Les Etats-Unis préparent des polices amies à la guerre sale**

(<http://www.voltairenet.org/fr> - par Wes Enzinna, Benjamin Dangl)

**13 MAI 2010**

Les vieilles méthodes de contre-insurrection sont de retour. Après avoir réactivé son réseau d'enlèvement et de séquestration dans 66 pays, Washington a réactivé la formation à la répression des régimes amis. Dans la plus grande discrétion, des « Académies de police » ont été ouvertes aux Etats-Unis, en Hongrie, en Thaïlande et au Botswana. Une autre est en construction au Salvador. Le contenu de certains programmes est si peu avouable qu'il a été classifié.

Le retour du vieux militarisme états-unien menace de nouveau la paix et la démocratie en Amérique latine. En 2005, l'aide militaire apportée par les Etats-Unis à la région avait été multipliée par 34 par rapport à ce qu'elle était en l'an 2000. Introduisant un changement notable dans sa stratégie militaire, l'armée des Etats-Unis a décentralisé l'entraînement discret de militaires et de policiers latino-américains qui se concentraient jusque là à la célèbre Ecole des Amériques de Fort Benning, Géorgie, où la formation incluait des techniques de tortures et d'exécution.

Le budget fédéral des Etats-Unis de 2008 a prévu 16,5 millions de dollars pour le financement d'une Académie internationale de police (International Law Enforcement Academy, ILEA) au Salvador, avec une extension via satellite au Pérou. Le personnel états-unien qui y travaille bénéficie de l'immunité en cas d'accusations éventuelles. Chaque académie entraîne chaque année aux techniques de « contre-terrorisme » environ 1 500 officiers de police, juges, procureurs et autres corps de métier chargés de faire respecter la loi dans toute l'Amérique latine.

L'académie du Salvador fait partie d'un réseau d'ILEA constitué en 1995 sous l'administration Clinton, qui voyait dans ces établissements une série d'écoles états-uniennes « disséminées dans le monde pour combattre le trafic de drogues, la criminalité et le terrorisme international, par la voie de la coopération mondiale. » Des ILEA, il y en a à Budapest (Hongrie), à Bangkok (Thaïlande), à Gaborone (Botswana) et à Roswell (Nouveau Mexique)

Selon des cadres de l'ILEA, le centre du Salvador a pour mission de faire de l'Amérique latine « un continent sûr pour l'investissement étranger », puisqu'il « garantit la sécurité régionale, la stabilité économique, et la répression du crime ». La plupart des instructeurs proviennent d'agences des Etats-Unis comme la DEA (Drug Enforcement Administration), l'ICE (Immigration and Customs Enforcement) et le FBI.

Ce dernier est particulièrement présent au Salvador depuis qu'il y a ouvert un de ses bureaux, en 2005. La plupart des frais de l'école sont réglés avec l'argent des contribuables états-uniens.

Les Salvadoriens voient dans l'ILEA une nouvelle Ecole des Amériques (School of the Americas, SOA) pour policiers. Elle est régie par la même politique du secret, qui ne sert qu'à aggraver la suspicion. Par exemple, comme à la SOA, la liste des étudiants et des diplômés est confidentielle, de même que le contenu des cours. Beaucoup d'observateurs s'en inquiètent à juste titre, compte tenu des atrocités découvertes à la SOA en septembre 1996, lorsque la journaliste Dana Priest, du *Washington Post*, prouva que les manuels de la SOA contenaient des cours de torture, et que, peu de temps après, le père Roy Bourgeois, fondateur de SOA Watch (Observateurs de l'Ecole des Amériques) se procura une liste des diplômés de la SOA, dont beaucoup étaient connus en tant que chefs d'escadrons de la mort et de groupes notoires de contre-insurrection [1].

Lorsque Condoleezza Rice annonça de nouveaux plans pour l'ILEA de San Salvador à l'occasion d'une réunion de l'Organisation des Etats américains (OEA) à Miami, en juin 2005, le père Bourgeois écrivit : « Ce que nous a laissé l'entraînement de forces de sécurité par les Etats-Unis et leur SOA dans toute l'Amérique latine, c'est le sang versé, la torture, le mitraillage de populations civiles, les disparitions (...) Ce que Rice vient d'annoncer quant à la création d'une académie de police au Salvador doit susciter de sérieuses préoccupations chez toute personne soucieuse des droits de l'homme. ». Les soupçons n'ont fait que s'aggraver avec la clause d'immunité concédée par les Etats-Unis au profit des personnels de l'ILEA.

Si le manque total de transparence empêche de connaître le contenu des cours, force est de constater que le comportement de la police salvadorienne, qui représente le quart des diplômés, s'est nettement dégradé depuis l'ouverture de l'ILEA. Début mai 2007, le Bureau de tutelle légale de l'archevêché (the Archbishop's Legal Aid and Human Rights Defense Office) publiait un rapport qui impliquait la Police nationale civile du Salvador (PNC) dans huit assassinats présentant les caractéristiques des escadrons de la mort, rien qu'en 2006. En même temps, la Cure pour la défense des droits de l'homme du Salvador a aussi publié des rapports selon lesquels il existe des liens entre la PNC et les escadrons de la mort et des cas réitérés de corruption et de manquement à l'éthique professionnelle.

Tandis que les Etats-Unis conçoivent leurs ILEA comme les garants d'un climat favorable au libre commerce et à leurs intérêts économiques, la PNC s'implique énergiquement dans des mesures violant les droits civiques, réprimant les mouvements de protestation sociale. Les accords comme le Traité de libre échange pour l'Amérique centrale (CAFTA, en anglais) ont donné lieu à de vives polémiques, et le gouvernement du président Saca a tout mis en oeuvre pour assurer leur succès, y compris l'approbation d'une loi contre le terrorisme en septembre 2006 : loi inspirée du *Patriot Act* des Etats-Unis, et servant à arrêter aussi bien des activistes opposés à la privatisation de l'eau que des vendeurs ambulants qui violent les normes de propriété intellectuelle du CAFTA.

A mesure que les diplômés ILEA sont employés en Amérique latine, les militaires des Etats-Unis établissent des mécanismes similaires de coopération dans toute la région. L'ILEA a pour partenaires une foule de centres d'entraînement de la police et de l'armée dirigés par des agences états-uniennes telles que le FBI, l'ICE et la DEA, ainsi que les programmes dirigés par des compagnies de sécurité privées des Etats-Unis, comme DynCorp International et Blackwater [2].

Le journaliste Ben Dangl constate que l'héritage des « guerres sales » d'Amérique latine des années 70 et 80 du siècle dernier, lorsque la réponse à l'opposition politique était l'enlèvement, la torture ou l'assassinat, est loin d'être clos, puisque la Colombie et le Paraguay présentent quatre des caractéristiques du militarisme de droite en Amérique latine : exercices conjoints avec l'armée des Etats-Unis dans l'entraînement à la contre-insurrection ; suivi de dissidents en puissance et d'organisations sociales ; recours à des mercenaires privés pour assurer la sécurité, et criminalisation de la protestation sociale à coups de tactiques et de lois « antiterroristes ».

Mise à jour de Wes Enzinna

Le 22 mai 2008, le Congrès des Etats-Unis a approuvé l'Initiative de Mérida qui, dans le cadre d'un programme d'un montant de 450 millions de dollars destiné à combattre les gangs et le crime organisé au Mexique et en Amérique centrale, prévoyait deux millions de dollars, pour le budget 2009, au profit de l'ILEA de San Salvador. Munie de ces nouveaux fonds, l'académie sera en mesure d'intensifier ses efforts pour entraîner la police de tout l'hémisphère, sans contrôle public ni aucune transparence quant aux opérations et aux programmes d'études. Qu'étudie-t-on exactement dans cette école ? Cela reste un secret. Ce qui est certain est que l'implication de la Police nationale civile (PNC) n'a pas diminué, pas plus d'ailleurs que les abus de la PNC.

La présence à l'école de Benjamin Cuéllar, directeur de l'IDHUCA (Institut des droits de l'homme de l'Université centre-américaine « José Simeon Cañas ») au Salvador, a donné lieu à des commentaires méprisants et critiques –je me suis étendu sur ce point dans mon article, mais cela n'a pas empêché l'organisation états-unienne des droits de l'homme Washington Office on Latin America (WOLA) de prendre publiquement la défense de Cuéllar.

En même temps, WOLA négocie avec le département d'Etat un travail conjoint avec Cuéllar et IDUHCA au profit des ILEA.

Dans sa logique propre, WOLA espère pouvoir « exercer des pressions en faveur de plus de transparence et de responsabilité au sein de l'institution », mais on ignore totalement comment il va procéder pour obtenir ce que Cuéllar n'a pas obtenu (les programmes d'études, par exemple). On ne voit pas non plus en quoi sa présence à l'école légitime les activités des ILEA, si leur mode de fonctionnement ne change pas. Comme le précisait Lesley Gill dans mon article original, le discours sur les droits de l'homme et la défense qu'en feraient ensemble les institutions militaires et policières des Etats-Unis en Amérique latine n'est qu'un vieux « truc » de relations publiques, dont l'Ecole des Amériques, tristement célèbre, eut l'initiative, et en aucun cas, rappelle Gill, « un indice d'effort réel des Etats-Unis pour réformer les forces militaires ou policières qu'ils sont censés aider ».

Le temps dira si l'association avec le département d'Etat prévue par WOLA pour contrôler les ILEA rendra ou non l'école plus transparente et lui confèrera davantage de légitimité, alors même qu'elle continue de tremper dans de nombreuses violations des droits de l'homme.

Les signes ne sont guère prometteurs. En mars, l'auteur de ces lignes a reçu une réponse négative à la demande qu'il a présentée pour obtenir les manuels d'études de l'ILEA en vertu de la Loi sur la liberté de l'information (FOIA, en anglais). Selon la lettre de refus « on ne sait ce qu'on peut raisonnablement attendre de la révélation de ces textes, et on court le risque qu'ils soient utilisés pour violer la loi, sans compter que les procédures et techniques en question sont mal connues du public ».

Depuis la publication de mon article, la PNC a multiplié les abus et les assassinats politiques au Salvador, et le secret des ILEA est plus opaque que jamais, malgré l'intervention de Cuéllar et de l'IDHUCA et malgré les protestations internationales croissantes. On ne peut pas encore affirmer que les ILEA seront ou ne seront pas de « nouvelles écoles d'assassins », comme le disent leurs détracteurs. Mais si la situation actuelle constitue un indice, leurs critiques pourraient s'avérer fondées.

Mise à jour de Benjamin Dangl

Plusieurs événements récents ont radicalement modifié le panorama militaire et politique d'Amérique latine. Si plusieurs victoires électorales indiquent que la région se tourne vers la gauche, Washington continue de renforcer sa présence militaire et navale dans tout l'hémisphère.

Le 20 avril 2008, Fernando Lugo, un homme de gauche, a été élu à la présidence du Paraguay. Sa victoire mettait un terme au règne ininterrompu du parti Colorado pendant 61 ans.

Lugo est un ex-évêque qui partage la Théologie de la libération et qui a su rallier une liste croissante de leaders du centre-gauche de toute la région. Il a promis de prendre des mesures énergiques contre les violations des droits de l'homme commises au Paraguay et associées aux relations militaires entre les Etats-Unis et son pays.

Peu après sa victoire, Lugo a déclaré aux reporters que Washington devrait prendre conscience qu'un nouveau climat s'est installé dans la région et que les gouvernements latino-américains « n'accepteront aucune espèce d'intervention, d'aucun pays, si grand soit-il ».

Dans la Bolivie voisine, le président indigène de gauche Evo Morales affronte une résistance croissante de l'opposition de droite. Des documents et des déclarations de représentants du gouvernement des Etats-Unis en Bolivie prouvent que Washington a dépensé des millions de dollars au profit de la droite bolivienne, en passant par l'US Agency for International Development (USAID) et la National Endowment for Democracy.

Pour plus d'information sur ce thème, voir « Undermining Bolivia », *The Progressive*, février 2008.

Le 1er mars 2008, les militaires colombiens ont bombardé un camp des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en territoire équatorien, ce qui déclençait une crise régionale. Cette attaque s'inscrit dans un conflit qui dure depuis des décennies, alimenté par l'entraînement militaire et le financement apportés par les Etats-Unis à l'armée colombienne.

Le 24 avril, un mois plus tard, le Pentagone annonçait que la 4ème flotte de la Marine de guerre des Etats-Unis entrerait de nouveau en action pour contrôler les activités dans les Caraïbes, l'Amérique centrale et

l'Amérique du Sud. La 4ème Flotte avait mis un terme à ses opérations en 1950. Les observateurs de la région estiment que la réactivation de la Flotte est un avertissement dressé aux leaders latino-américains comme Hugo Chavez, au Venezuela, qui travaillent à la construction d'un bloc régional progressiste dont la vocation est de se soustraire à l'influence de Washington.

Même si Washington entend faire sentir sa présence dans une Amérique latine de plus en plus à gauche dans le spectre politique, les alliances régionales comme l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) gagnent de plus en plus de partisans parmi les leaders latino-américains progressistes. Cette forme de coopération politique, économique et militaire contre efficacement l'hégémonie des Etats-Unis. En même temps, l'avenir des relations entre les Etats-Unis et le sous-continent dépendra fortement de l'attitude qu'assumera le nouveau président des Etats-Unis face à cette région qui a subi des transformations radicales.

La majorité des grands médias ont tendance à ignorer l'Amérique latine, mais quand ils s'en occupent, c'est en général pour censurer les leaders de gauche et les mouvements sociaux. Deux publications en ligne fournissent de l'information et des analyses en continu sur la région : *Upside Down World.org*, un site Web qui couvre l'activisme et la politique en Amérique latine, et *Toward Freedom.com*, qui offre une vision progressiste des événements internationaux.

Les lecteurs qui souhaitent en savoir plus long sur l'agression militaire des Etats-Unis en Amérique latine peuvent se rendre sur le site Web d'Americas Watch. Pour plus d'informations sur les opérations militaires dans la région et la réponse prometteuse des gouvernements progressistes et des mouvements sociaux, consultez mon livre *The Price of Fire : Resource Wars and Social Movements in Bolivia* (Le Prix du feu : guerres pour les ressources et mouvements sociaux en Bolivie, AK Press)

#### Sources

- *Upside Down World*, 14 juin 2007

Titre : "Exporting US 'Criminal Justice' to Latin America"

Auteurs : Community in Solidarity with the People of El Salvador

- *NACLA Report on the Americas*, mars/avril 2008

Titre : "Another SOA ? A Police Academy in El Salvador Worries Critics"

Auteur : Wes Enzinna

- *CISPES*, 15 mars 2007

Titre : "ILEA Funding Approved by Salvadoran Right Wing Legislators"

Auteurs : Community in Solidarity with the People of El Salvador

- *AlterNet*, 31 août 2007

Titre : "Is George Bush Restarting Latin America's 'Dirty Wars' ?"

Auteur : Benjamin Dangl

- Etudiants : Courtney Snow, Erica Elkinton, et April Pearce,
- Evaluation universitaire : Jessica Taft, Ph.D. et Jeffrey Reeder, Ph.D.

Wes Enzinna

Benjamin Dangl

Journalist and Editor of [www.UpsideDownWorld.org](http://www.UpsideDownWorld.org), an online magazine about activism and politics in Latin America.

#### Notes

[1] Le Répertoire de l'Ecole des Amériques, pour la période 1949-1996, est consultable sur le site du Réseau Voltaire.

[2] Blackwater est l'ancienne dénomination de Xe.